

« Tendances »

Les illusions d'Erdogan face à l'intransigeance de Netanyahu

- L'Occident contre les réformes en Syrie
- Massacre israélien dans le Golan syrien

6 JUIN 2011

Depuis
Beyrouth
(Liban)Pays
● Palestine/Israël
● Liban
● Turquie

Sur fond de campagne électorale et de confrontation avec les kémalistes, le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdoğan, a conclu un accord avec les États-Unis sur le dos de la Syrie.

La tendance générale**Les illusions d'Erdogan face à l'intransigeance de Netanyahu**

Les contours de la nouvelle stratégie impériale au Moyen-Orient commencent à apparaître. L'objectif des États-Unis est de semer le chaos dans les pays de la région afin de déployer un écran de fumée susceptible de protéger l'État hébreu et de l'aider à gagner du temps afin qu'il consolide son hégémonie en prévision du retrait des GI's d'Irak.

La stratégie US se fonde essentiellement sur les idées du Premier ministre, turc Recep Tayyeb Erdogan, et son ministre des Affaires étrangères, Ahmet Davutoglu, visiblement agréées par Washington, et qui consiste à transporter la relation ancienne entre l'Occident et la Confrérie des Frères musulmans des coulisses des services de renseignement au devant de la scène politique.

Hormis leur branche palestinienne —le Hamas—, les Frères musulmans n'ont jamais dérangé les États-Unis ou Israël, ni même représenté un danger réel pour les régimes pro-occidentaux en place dans les pays arabes. Bien au contraire, ils ont grandement contribué à anesthésier la jeunesse de ces pays pour l'éloigner de la cause palestinienne et la diriger vers des agendas socioreligieux et des questions sans véritable intérêt. En revanche, en Syrie, l'Occident encourage les Frères musulmans depuis quatre décennies à mener une guerre sans merci contre le régime pour le punir de son hostilité à l'égard d'Israël et des projets hégémoniques des États-Unis. La branche syrienne est la seule à avoir pris les armes et organisé une insurrection sanglante dans les années 80 du siècle dernier, juste après la signature des accords de Camps David, entre l'Égypte et l'État hébreu. Les « Frères » syriens ont clairement exprimé des positions servant les plans US dans la région, dès l'invasion de l'Irak, en 2003... et continuent à présenter des lettres de crédits à ce jour.

La vision d'Erdogan considère que la propulsion des Frères sur le devant de la scène est une sorte de renouvellement des élites politiques, de manière à ne pas gêner Israël et les États-Unis, un peu à l'instar du modèle turc. Les armées dans les pays arabes garantiront les engagements pris vis-à-vis de Washington et de Tel-Aviv, que les Frères ont d'ailleurs accepté de respecter.

L'Égypte est le terrain où est testée cette nouvelle formule, et cela à l'air de se passer comme le souhaitent Washington et Tel-Aviv. En effet, les positions des Frères égyptiens se sont démarquées, ces dernières semaines, de la jeunesse révolutionnaire. Aussi bien concernant les amendements constitutionnels que la dernière manifestation prévue place Tahrir, la confrérie s'est alignée sur les choix du Conseil suprême des forces armées.

Dans le même temps, le Premier ministre turc s'est efforcé de jeter les bases d'une initiative de paix « *acceptable* » pour les Arabes, et susceptible d'être agréée par Washington. Malheureusement pour lui, Benyamin Netanyahu et Barack Obama ont réduit à néant les illusions de la Turquie et des Arabes dits « *modérés* », en refusant d'accorder aux Palestiniens ne serait-ce qu'une infime partie de leurs droits spoliés. La poursuite de la colonisation et de la judaïsation de Jérusalem jouissent désormais du feu vert US. Et les miettes consenties par l'État hébreu permettront tout au plus d'édifier un pseudo-Etat palestinien non-viable, démilitarisé, sans souveraineté. Une sorte de Bantoustan.

Les conditions exigées par Washington et Tel-Aviv ne manqueront pas de provoquer des dissensions dans les rangs des Frères musulmans, surtout dans les pays limitrophes de la Palestine. Des divergences ont d'ailleurs commencé à apparaître dans les rangs du Hamas. Et avec le temps, la direction suprême de la confrérie ne trouvera plus d'arguments empêchant les jeunes du mouvement de participer, aux côtés de la jeunesse arabe, à la lutte pour la récupération des droits palestiniens.

La tendance en Syrie

L'Occident contre les réformes

La semaine dernière, le président Bachar el-Assad a pris des décisions d'une importance sans précédent dans le but de satisfaire des revendications populaires sur les plans humanitaires et politiques. Il a décrété une amnistie générale, incluant les Frères musulmans, et ordonné la restitution des terres et des biens appartenant à des membres de cette confrérie, confisqués dans les années 80 du siècle dernier, et la levée des interdictions d'entrer sur le territoire, frappant un grand nombre d'opposants. Le jour même, des centaines de détenus étaient libérés. 450 autres ont été relaxés dimanche 5 juin. Il a également créé une commission du dialogue national, présidé par M. Farouk al-Charaa, vice-président de la République, et comprenant des personnalités indépendantes, reconnues pour leur crédibilité et leur compétence. Au cours d'une réunion dimanche, la commission a affirmé que les portes du dialogue sont ouvertes à toutes les personnalités et à toutes les forces politiques nationales à l'intérieur et à l'extérieur. La commission a abordé un ensemble de mécanismes et de propositions destinées à élargir la base des contacts, et s'est félicité de toutes les idées aboutissant au renforcement du processus de réforme politique. En parallèle, de nombreuses mesures améliorant les conditions de vie des citoyens ont été prises dans les domaines économique et social.

La réponse à ce train de réforme a été une escalade sans précédent sur le terrain, vendredi 3 juin, caractérisé par des attaques contre les symboles de l'État, notamment à Hama. Cette ville n'avait pratiquement pas été touchée, ces dernières semaines, par les troubles. Et les mesures d'amnistie et de restitution des biens la concernent en premier lieu. Au lieu de célébrer la satisfaction d'une grande partie de ses revendications, la ville a été le théâtre de violences inouïes, qui ont fait des dizaines de morts et de blessés dans les rangs des civils et des forces de l'ordre. Des groupes de casseurs ont incendié les sièges du gouvernorat, du palais de justice et de la télévision, des commissariats de police et d'autres bâtiments publics. Il est clair que les bandes extrémistes soutenues et manipulées par les États-Unis et certains pays européens, ont reçu des instructions

de semer chaos et destruction pour empêcher que les mesures prises par le président Bachar el-Assad ne créent une dynamique susceptible de ramener le calme dans le pays et de faire échouer le complot dont est victime la Syrie, depuis près de trois mois.

Pour ceux qui doutent encore de l'existence de ce complot états-unien, la revue *Foreign Affairs* publiée dans sa dernière édition un long rapport signé par Mara Karlin et Andrew Tabler, proposant une série de mesures pour une longue bataille contre la Syrie dans le but de renverser le président Assad pour le remplacer par un gouvernement pro-occidental répondant aux exigences US. Parmi ces mesures figurent les idées suivantes :

- ▶ Renforcer les sanctions économiques contre les responsables syriens et élargir la liste établie par les États-Unis et l'Europe et tenter de l'imposer à d'autres pays.
- ▶ Prendre des sanctions contre la Banque commerciale de Syrie, qui dispose de 20 milliards de dollars en devises fortes, placés en Europe à court terme.
- ▶ Renforcer la coordination avec la Turquie et l'Europe au sujet de la Syrie et convaincre le nouveau pouvoir égyptien et l'Arabie saoudite de s'engager dans cette bataille aux côtés des États-Unis.
- ▶ Masquer les aides apportées à certains groupes opposants de la gauche syrienne et aux Frères musulmans, et mettre en avant le soutien offert aux opposants « *libéraux* ».
- ▶ Élargir l'infrastructure informatique et les proxys qui permettent de véhiculer les images et les photos prises en Syrie. Des sociétés israéliennes ont déjà procédé à ce genre de mesures ces derniers temps.

Face à cette conspiration, le gouvernement syrien s'active sur deux niveaux. Le premier consiste à éradiquer les groupes extrémistes, terroristes et takfiris qui sèment la mort et la destruction. Le deuxième la poursuite des réformes profondes et graduelles, afin de préserver la stabilité du pays.

C'est la position que défend la Russie depuis le début la crise. Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a affirmé que les événements actuels en Syrie sont une affaire intérieure, et que n'importe quelle ingérence étrangère à cet effet contribuera à l'aggravation de la situation. Dans une conférence de presse tenue dimanche dans la ville d'Odessa en Ukraine, M. Lavrov a exprimé l'inquiétude de son pays devant les tentatives de nombre d'États étrangers de s'ingérer dans les affaires intérieures de la Syrie et de politiser les événements qui s'y produisent. M. Lavrov a indiqué que la communauté internationale ne doit pas s'ingérer dans les événements en Syrie mais œuvrer pour y rétablir le calme.

La tendance dans le monde arabe

Massacre israélien dans le Golan

Des soldats israéliens ont perpétré un massacre contre des civils désarmés qui commémoraient, dimanche 5 juin, le 44ème anniversaire de la *Naksa*, la défaite arabe lors de la guerre des Six-jours, au cours de laquelle Israël a occupé la Cisjordanie, Jérusalem, le Golan et le Sinaï. 19 personnes ont été tuées et quelque 325 blessées.

Le directeur de l'hôpital de Mamdouh Abaza à Quneitra, en Syrie, le Dr. Ali Kanaan, a souligné que les dépouilles de manifestants, âgés de 19 et 22 ans, sont arrivées à l'hôpital, ainsi que des dizaines d'autres blessés par les tirs des forces d'occupation israélienne. L'armée israélienne a utilisé les balles réelles et les bombes lacrymogènes contre les jeunes qui tentaient de rentrer chez eux, dans leur terre occupée. Elle a également mis le feu près de la clôture de fils barbelés pour empêcher les jeunes de s'y approcher, et a tiré sur les équipes des pompiers et sur des ambulances.

Les Israéliens ont par ailleurs évacué deux de leurs soldats blessés dans l'explosion d'une mine israélienne près du barrage de barbelés dans le Golan.

Malgré la violence de la répression israélienne, les jeunes manifestants ont exprimé aux journalistes présents la détermination des Golanais et des Palestiniens à retourner sur leurs terres. « *Ou bien nous tombons martyrs ou bien nous retournons à notre terre occupée* », a dit l'un d'eux. Un autre a affirmé qu'il est de leur droit légitime de retourner chez eux et que les convois des martyrs continueront à affluer jusqu'à la libération de leur terre.

« *Quiconque essaiera de franchir cette frontière sera tué* », avaient prévenu par haut-parleurs les militaires israéliens déployés face à la foule désarmée.

Rassemblés à nouveau à la suite d'un mot d'ordre diffusé sur le réseau social Facebook, les Palestiniens agitant des drapeaux nationaux ont notamment déferlé d'une colline surplombant le village druze de Majdal Chams pour se diriger vers les barbelés matérialisant la ligne de démarcation, aux confins du Liban, de la Syrie et du Liban.

C'est à ce moment que des tireurs d'élite israéliens positionnés en retrait ont ouvert le feu, tandis qu'une chaîne de télévision israélienne, Channel 10, transmettait les incidents en direct. « *C'était comme un tir aux pigeons* », a raconté un agriculteur du village.

En Cisjordanie, des centaines de manifestants ont marché en direction d'un point de contrôle israélien. Les soldats ont tiré des cartouches de gaz lacrymogène et la foule s'est dispersée. De source médicale palestinienne, on fait état de 14 protestataires blessés par des balles de caoutchouc.

Ce nouveau crime rappelle à tous ceux qui l'ont oublié la nature terroriste de l'État d'Israël et l'hypocrisie des Occidentaux qui ferment les yeux lorsque l'État hébreu tue des Palestiniens et fait semblant de s'émouvoir lorsque des manifestants sont tués dans les pays arabes. Il rappelle aussi que la cause centrale des Arabes reste la Palestine et que leur ennemi est Israël et non pas l'Iran, comme tentent de le faire croire les États-Unis, l'Union européenne et les pays arabes dits « modérés ».

Discours et déclarations

Sayyed Hassan Nasrallah, secrétaire général du Hezbollah

Extraits du discours prononcé lors de la commémoration de la mort de Khomeiny

« *L'Ayatollah Khomeiny n'a pas imposé sa propre vision, mais il a organisé un référendum sur la nature et l'identité du régime voulu par les Iraniens, et ce sont eux qui ont choisi une République islamique. Il n'en a pas profité pour imposer ses idées puisque les principaux postes de l'État sont occupés par des personnalités choisies par suffrage direct ou indirect. (...) Toutes les parties au Liban ont traversé des périodes difficiles et elles ont essayé le pouvoir des milices, les cantons ainsi que les lignes de démarcation. Mais finalement, toute tentative d'auto-sécurité est vouée à l'échec. Toutes les parties disent vouloir un État de droit et des institutions, même si elles ne sont pas d'accord entre elles sur les détails. La formule qui prévalait avant Taëf était le fruit d'un compromis, comme l'accord de Taëf lui-même, et à chaque crise, le débat qui avait lieu avant le compromis ressurgit. Les Libanais doivent sortir du débat qui consiste à vouloir amender l'accord de Taëf ou à s'y attacher, pour dire : « Nous avons une Constitution, il y a des lacunes et nous devons chercher à les combler car elles exigent des solutions. Nous voulons faire évoluer notre régime et le moderniser sans chercher à revenir en arrière. Des spécialistes se chargeraient d'examiner les possibilités loin des considérations politiciennes et confessionnelles, dans un objectif d'entente, non par la force qui a toujours de mauvaises conséquences. » Il faut poursuivre les efforts pour la formation du gouvernement, car il n'y a pas d'autre choix. La formation du gouvernement est une nécessité nationale qui prime sur toutes les autres considérations. Même si nous sommes critiqués ou injustement accusés de ne pas faciliter le processus, nous voulons aider le Premier ministre désigné (...)*

Le plan du nouveau Moyen-Orient, qui a été combattu en 2006 au Liban et en 2009 à Gaza, réapparaît aujourd'hui sous une nouvelle forme qui vise à démembrer les pays de la région. C'est ce qui était prévu pour l'Irak, ce qui a commencé au Soudan, ce qui est prévu pour le Yémen et la Libye, et qui pourrait l'être pour la Syrie. Le commandement et le peuple syriens réussiront à surmonter le piège qui leur est tendu, mais si le plan devait se réaliser et si la Syrie était partagée, la partition atteindrait l'Arabie saoudite. Le Liban n'est pas un îlot et il faut suivre ce qui se passe dans la région avec beaucoup d'attention. Le plus grand devoir est de préserver l'unité des institutions, notamment l'armée, car c'est ainsi qu'on préserve l'unité du Liban. »

Walid Joumblatt, leader druze libanais

« Les Libanais ne pourront pas supporter de nouveau l'amendement de l'accord de Taëf. Cependant, le renforcement des prérogatives du président de la République d'une façon consensuelle est requis. Nous espérons que le Liban dépassera cette crise en formant un gouvernement qui constitue une référence économique, politique et sécuritaire, capable de renforcer le pays et régler les problèmes vitaux et économiques. Je n'ai aucune inquiétude au niveau sécuritaire. »

Général Benny Gantz, chef d'état-major israélien

« L'ampleur des dangers auxquels est confronté Israël au vu des derniers changements au Proche-Orient exige une augmentation substantielle du budget militaire. L'armée cherchera dans la prochaine confrontation militaire à abrégé la durée du combat autant que possible en utilisant la force dès le début. L'armée mène des préparatifs en prévision des manifestations populaires de grande envergure qui auront lieu à Jérusalem, dans la bande de Gaza et aux frontières avec les pays limitrophes. Il est gênant de voir que les manifestants ont pu traverser les champs de mines dans les hauteurs du Golan, le 15 mai. L'armée empêchera toute tentative de briser le blocus imposé à la Bande de Gaza. »

Presse

As Safir (Quotidien libanais proche de la nouvelle majorité, 02 juin 2011)

Nabil Haitham

Le contexte politique actuel est-il propice à un amendement de l'accord de Taëf comme l'a préconisé le Patriarche maronite ? Certains estiment que la démarche du patriarche, inspirée par les révolutions arabes, est précipitée. Des sources politiques affirment que des parties européennes, notamment françaises, ont murmuré à l'oreille de certains Libanais qu'elles ne sont plus convaincues que la formule politique libanaise actuelle est la meilleure, d'autant plus que l'expérience de Taëf a prouvé que cette formule n'est plus capable de gérer le pouvoir au Liban.

Les détracteurs de la proposition estiment quant à eux, qu'elle pourrait avoir de sérieuses conséquences. D'abord, elle entraînerait une confrontation avec les parties avantagées par l'accord de Taëf, en particulier le « sunnisme politique ». Parallèlement, elle encouragerait toute partie qui se juge lésée par Taëf à chercher à améliorer sa position.

Ensuite, un Taëf II doit faire l'objet d'une vaste entente entre les parties et nécessite des conditions favorables sur le plan local et régional. Cette entente peut-elle être trouvée aujourd'hui ?

De plus, l'amélioration de la situation politique des maronites se fera aux dépens d'autres parties. L'expérience libanaise a montré que la conclusion de tels accords a toujours été le résultat d'un processus violent sur le plan politique ou sécuritaire.

As Safir (02 juin 2011)

Sateh Noureddine

La réforme sérieuse a commencé en Syrie, conduite par le président Bachar el-Assad, qui, par sa décision d'amnistier les Frères musulmans, a balayé tous les soupçons exprimés ces trois derniers mois, depuis le début de la révolution syrienne, le

présentant comme étant prisonnier de son système politique et de ses services de sécurité. La décision est véritablement audacieuse mais aussi sans doute douloureuse pour le président Assad. Très probablement, elle ne fut pas le fruit d'une autocritique ou d'une approche objective vis-à-vis du mouvement de contestation populaire. D'énormes pressions extérieures ont été exercées sur Assad en personne, par la Turquie essentiellement, mais avec un arrière-plan arabe et international, partant de l'idée qu'il a très peu de temps pour éviter le suicide, l'anarchie en Syrie et la réédition de l'expérience libyenne ou yéménite. Le régime en Syrie s'est engagé dans une phase de réformes radicales et la décision d'Assad ouvre une page nouvelle dans l'histoire de la Syrie, si les Frères musulmans sont prêts à la lire.

As Safir (1er juin 2011)

Paris, Mohammad Ballout

Un ancien responsable militaire onusien affirme que l'attentat contre le contingent italien de la Finul pourrait n'être qu'un début. Des sources occidentales à Paris assure qu'il existe des tentatives assidues de convaincre le gouvernement italien de renoncer à la réduction des effectifs de ses troupes au Liban. L'on craint qu'une telle réduction n'incite d'autres pays européens à emboîter le pas à l'Italie, sans oublier qu'elle pourrait occasionner un vide au sud du Litani, pouvant rejaillir sur la stabilité dans la zone. Ni le Hezbollah, ni la Syrie n'ont intérêt à ce que la Finul soit prise pour cible.

On ne dispose pas encore d'informations au sujet du dernier attentat, mais l'endroit concerné pourrait conduire à la conclusion selon laquelle les assaillants ont peut-être cherché refuge dans l'un des camps palestiniens voisins.

Ces mêmes sources ajoutent que l'absence de gouvernement au Liban pourrait laisser présager le pire. Cette situation est d'ailleurs coûteuse pour le pays : Israël a pris une bonne longueur d'avance sur le Liban dans le dossier de la prospection maritime pétrolière et gazière, alors que ce secteur pourrait significativement aider le Liban à éponger sa dette.

As Safir (30 mai 2011)

Des sources diplomatiques soulignent que comme à chaque fois, l'attentat contre la Finul était accompagné de tir de missiles sur Israël. L'Armée libanaise a déjoué, 2 jours avant le dernier attentat, une tentative pareille. Lors de la dernière réunion tripartite à Naqoura, « nous avons reçu des Israéliens des infos mettant en garde contre la volonté de groupes islamistes à Ain el-Héloué d'attaquer Finul, l'armée et le Hezbollah », ajoutent les mêmes sources, qui s'attendent à de nouvelles attaques contre Finul pour combler le vide libanais et tirer profit des remous en Syrie. Cet attentat contre Finul vise aussi le Hezbollah, conscient du fait qu'une partie tente de lui arracher le contrôle d'une zone vitale.

An Nahar (Quotidien libanais proche du 14-Mars, édition datée du 03 juin 2011)

Abdel Karim Abou Nasr

Un diplomate occidental ayant visité Beyrouth dernièrement attribue l'impasse politique au Liban et l'absence de gouvernement au fait qu'aucun accord n'a été possible entre le Premier ministre désigné Najib Mikati et le Secrétaire général du Hezbollah, Sayyed Hassan Nasrallah, au sujet de l'approche à suivre vis-à-vis du TSL.

Par ailleurs, M. Mikati mise sur la relance du dialogue syro-saoudien dans le dossier libanais et refuse la formation d'un gouvernement de confrontation où son rôle et celui du président de la République Michel Sleiman se limiterait à conférer une légitimité officielle aux décisions prises par le Hezbollah et ses alliés.

De plus, le Premier ministre désigné connaît les risques auxquels le Liban devra faire face s'il s'associe au bras de fer du régime

syrien avec la communauté internationale. Un gouvernement conduit par le Hezbollah, dont l'une des principales fonctions sera la pleine solidarité avec le régime syrien, sera préjudiciable pour le Liban à plus d'un égard.

An Nahar (03 juin 2011)

Rosanna Bou Mounsef

Les assises chrétiennes au patriarcat maronite jeudi, contribuent à ressouder la communauté chrétienne, déchirée par les dissensions. C'est une rencontre d'autant plus urgente que le monde arabe est le théâtre de développements dangereux et que la présence chrétienne dans la région est au cœur de l'actualité. Il est donc temps pour les chrétiens de faire primer les intérêts de leur communauté sur ceux de leurs dirigeants et partis politiques. La réunion de Bkerké montre que l'unité des chrétiens autour de certaines idées ou thèmes qui menacent la présence chrétienne au Liban est possible. Les députés qui y ont assisté représentent différents blocs parlementaires et différentes régions du pays, ce qui donne l'image d'une réunion à laquelle participe l'ensemble de la société libanaise et non seulement les leaders des partis politiques. C'est un premier pas encourageant pour qui l'échec de l'entente entre les dirigeants chrétiens conduira à désespérer de la capacité de la communauté chrétienne à se sauver et à sauver son rôle au Liban.

An Nahar (1er juin 2011)

Paris, Samir Tuéni

Le Patriarche maronite Béchara Raï rencontrera Nicolas Sarkozy le 8 juillet à l'occasion de sa première visite officielle en France. La visite comportera deux volets : politique, marqué par des entretiens avec le président français, le président de l'Assemblée nationale Bernard Accoyer et le ministre des Affaires étrangères Alain Juppé, et ecclésiastique, avec notamment la rencontre avec l'archevêque de Paris Mgr André XXIII et les chrétiens d'Orient. Mgr Raï exposera la situation des chrétiens au Moyen-Orient et au Liban et demandera le soutien de la France et de l'Europe afin de mieux protéger leur présence qui revêt une importance capitale pour la consolidation des libertés religieuses et pour le vivre-ensemble. Il évoquera également les menaces qui guettent l'entité libanaise et la nécessité de protéger le Liban contre les conflits régionaux, d'autant plus que le cours des événements dans la région ne semble pas rassurant. Mgr Raï évoquera la réconciliation interchrétienne et informera les autorités françaises du bilan des rencontres organisées entre les différentes parties sous l'égide du Patriarcat, en insistant sur la nécessité de la réconciliation entre tous les Libanais.

Le Patriarche défendra le statut de la présidence de la République libanaise et les positions du président Michel Sleiman, tout en insistant sur la nécessité de former le gouvernement rapidement parce que la situation dans le pays ne tolère plus aucun retard à ce niveau.

Quant aux responsables français, ils insisteront sur la nécessité de préserver l'unité du Liban qui doit respecter ses engagements internationaux, y compris ceux qui concernent le TSL. Ils exhorteront les Libanais à agir ensemble dans un esprit de dialogue et d'entente.

Al Hayat (Quotidien saoudien édité à Londres, 1er juin 2011)

Paris, Randa Takieddine

Le président Nicolas Sarkozy a souvent dit que les critères de la paix sont connus de tous. Il aurait pu ajouter qu'ils sont cependant totalement ignorés par Netanyahu. Le Premier ministre israélien ne veut pas la paix. Il refuse l'établissement d'un État palestinien sur les frontières de 1967. Il refuse de mettre fin à la colonisation et rejette la réconciliation inter-palestinienne. Que peut-il offrir à son ami Sarkozy ? Rien.

L'UE continuera d'être le premier bailleur de fonds d'Israël et Israël continuera de rejeter tout rôle politique français ou européen dans le processus de paix. Sarkozy et Juppé tentent de

relancer les négociations israélo-palestiniennes avant septembre prochain, date à laquelle l'Autorité palestinienne espère obtenir un vote de l'Assemblée générale de l'Onu en faveur de l'établissement d'un État palestinien. Les Palestiniens demanderont au Conseil de sécurité de l'Onu d'accepter l'adhésion d'un nouveau membre et se heurteront au veto états-unien.

Malgré son discours sur les frontières de 1967, le président Obama ne fera pas face au Congrès à un moment où il prépare la campagne pour sa réélection. Il y a peu de chances que la France réussisse à organiser une conférence politique qui relance les négociations de paix, malgré l'énergie et les efforts du président français.

Al Akhbar (Quotidien libanais proche de la nouvelle majorité, 03 juin 2011)

Fidaa Itani

Les Marches du Retour n'auront pas lieu le 5 juin. La direction politique libanaise a jugé qu'elle a suffisamment subi de pressions suite à la manifestation du 15 mai. Elle ne veut pas entrer en confrontation avec les États-Unis ou toute autre partie au nom de la cause palestinienne, et a décidé que le droit du retour ne se réalisera pas à partir du Liban.

L'Armée libanaise ne permettra pas que des convois palestiniens se dirigent vers les frontières, notamment après l'attentat contre la Finul à Saïda. Quant au Hezbollah, il considère qu'il joue un rôle adjuvant dans ces mouvements. Il serait prêt à les soutenir même financièrement, mais ne mènera pas la bataille à la place des Palestiniens.

La Syrie a déjà obtenu ce qu'elle voulait de ce dossier. Certains croient que Damas ouvrirait le front du Golan pour échapper à ses problèmes internes. Cependant, ceux qui imaginent que la Syrie sacrifierait ce qu'elle a pour quelque chose qu'elle ne pourrait pas avoir se bercent d'illusions.

Reste les Palestiniens. Réfugiés ou de l'intérieur, ils sont seuls et laissés pour compte.

Al Akhbar (02 juin 2011)

Jean Aziz

Pourquoi l'appel du Patriarche maronite Béchara Raï à un Taëf II, qui a souvent été lancé par différentes parties politiques dans le passé, intervient-il à ce moment ? Quoi qu'il en soit, la formulation de la proposition aujourd'hui acquiert une signification particulière, car selon certaines rumeurs, la configuration gouvernementale est prête et devrait être bientôt annoncée. La formation du gouvernement marquerait une nouvelle étape politique au Liban influencée par les développements régionaux et les positions internationales sur ces développements.

Dans les cercles diplomatiques beyrouthins, notamment français, on pense que le Hezbollah pourrait bientôt en surprendre plus d'un en acceptant de retourner à la table du dialogue. Les sources qui analysent la position française ajoutent que ce retour à la table du dialogue pourrait progressivement se développer pour atteindre un niveau qui permet l'évocation, même indirecte, d'un « grand compromis libanais ». Ce compromis lierait le dossier des armes du Hezbollah au dossier du développement du système politique libanais. Certains signalent même que l'action diplomatique française notée dernièrement à Beyrouth, entre Pietton, Raffarin et la visite attendue de Juppé, va dans ce sens : approcher le Hezbollah dans le cadre d'une nouvelle équation libanaise qui s'articule autour de deux éléments : les armes et le système politique. Le patriarcat maronite aurait eu vent de cette analyse. Il aurait donc voulu lancer une pré-alerte, pour rappeler d'une part aux parties étrangères qu'il a des choses à dire dans toute discussion autour du système libanais, et pour demander, d'autre part, aux parties politiques locales : « Si la question du système libanais est mise sur la table, auriez-vous une vision unifiée à proposer ? »

Al Qods Al-Arabi (Quotidien panarabe publié à Londres, 30 mai

2011)

Le secrétaire général du Hezbollah, Sayyed Hassan Nasrallah, a repris la parole à l'occasion du 11ème anniversaire de la libération du Sud-Liban. Une des parties les plus éloquentes de son discours est intervenue lorsqu'il a évoqué les peuples arabes. L'espoir d'une coopération régionale est légitime, et les conséquences d'un scénario aussi positif pourraient apparaître plus tard, pourvu que les transformations régionales se poursuivent. Une telle coopération donnera aux États arabes et aux musulmans un poids énorme sur la scène internationale, face à la politique américaine envers la région, notamment en ce qui concerne la Palestine, en particulier si les pays du Golfe, et notamment l'Arabie saoudite, devenait un acteur arabe à part entière.

L'inquiétude qui pèse sur l'impact des transformations arabes sur l'équation régionale ne se trouve que d'un seul côté de l'échiquier politique, tandis que de l'autre, il y a toujours l'angoisse de la situation en Syrie. Il était naturel que Nasrallah ne paraisse pas inquiet de la campagne menée par le président Barack Obama et le Premier ministre israélien, Benyamin Netanyahou, contre le Hezbollah. Mais il est inquiétant d'observer que Nasrallah ne semblait pas plus inquiet de la situation interne du pays. Dans son discours, il a ignoré le vide gouvernemental, les défis portés à l'État.

Libération (30 mai 2011)

Paris, Jean-Pierre Perrin

C'est un message clair et violent, comme l'étaient déjà les attentats commis du temps de son père, que Bachar el-Assad ou ses proches ont adressé vendredi à l'Union européenne et à son volet de sanctions contre la Syrie. Comme d'habitude, c'est le Liban que Damas a choisi comme terrain de confrontation. Et c'est Rome qui en a été la première victime puisque l'attentat qui visait la Finul a blessé six soldats italiens, dont deux gravement (...)

L'attaque apparaît comme un avertissement et une réplique aux pays européens dont les déclarations et les sanctions se durcissent peu à peu à l'encontre du régime syrien. Ainsi, vendredi, à l'issue du G8, Nicolas Sarkozy a déclaré être en accord avec son homologue américain, Barack Obama, pour appeler le président syrien, Bachar el-Assad, à diriger la transition ou à se retirer du pouvoir, rompant avec la politique de complaisance à l'égard du pouvoir syrien qui a longtemps été la sienne. On est loin de l'invitation à la tribune du 14 juillet 2008 par le chef de l'État français qui voyait dans le jeune dictateur l'un des piliers de sa fumeuse Union pour la Méditerranée. Pour Damas, déplacer la violence au Liban est aussi vital. Cela permet de détourner l'attention de la révolte populaire qui le déstabilise depuis le 15 mars.

Événements

Syrie

- Des groupes armés ont attaqué samedi et dimanche des bâtiments publics et des postes de police dans la ville de Jisr Achoughour à Idleb, faisant quatre morts parmi les militaires, la police et les forces de sécurités. 20 autres agents ont été blessés, dont le chef de la région, un officier et de nombreux civils citoyens.

Les groupes armés ont utilisé différents types d'armes, fait sauter le commissariat de la ville, incendié nombre de bâtiments publics et privés et coupé les routes.

- Par ailleurs, l'armée syrienne a annoncé avoir saisi à Rasten, dans le gouvernorat de Homs, de grandes quantités d'armes, de munitions et de matières explosives et incendiaires, utilisés par des groupes armés.

La télévision syrienne a diffusé des images d'armes et de munitions dont des grenades, des mines, des véhicules trafiqués équipés de mitrailleuses et des matières explosives, des bouteilles de gaz butane prêtes à exploser. Les groupes armés

ont également érigé des barricades en sacs de sable pour barrer les routes et tirer sur les militaires et la police.

- Les insurgés ont détruit les lignes de téléphones et les poteaux d'électricité et d'éclairage.

Yémen

- Le président yéménite Ali Abdallah Saleh a été évacué en Arabie saoudite après avoir été blessé par un bombardement. Son vice-président Abed Rabbo Mansour Hadi s'est entretenu dimanche avec l'ambassadeur des États-Unis à Sanaa, Gerald Feierstein, de la situation au Yémen après l'hospitalisation du président. Hadi assume le pouvoir en l'absence du chef de l'État selon la Constitution. Son entretien avec l'ambassadeur US marque sa première activité annoncée publiquement depuis le transfert samedi soir à Ryad du président Saleh, blessé vendredi dans le bombardement du palais présidentiel.

La confusion régnait dimanche sur l'état de santé réel du président Saleh et sur la durée de son séjour en Arabie saoudite, en l'absence d'une annonce officielle à Sanaa. Mais les manifestants mobilisés depuis janvier contre le président célébraient son « départ », qu'ils considéraient comme définitif.

- Selon l'agence gouvernementale Saba, « le vice-président » a évoqué avec l'ambassadeur des États-unis « des questions et des sujets inhérents aux développements » de la situation au Yémen, la coopération pour assurer les services de base, la consolidation d'un cessez-le-feu et l'évacuation des établissements publics agressés.

Les deux hommes ont aussi évoqué « l'importance de la coopération des partis du Front commun », une coalition de l'opposition parlementaire, « dans les circonstances complexes et difficiles » que traverse le pays pour « prévenir tout acte de sabotage », selon l'agence.

voltaire sharethis



Source **New Orient News (Liban)**

Les articles de cet auteur 

Palestine/Israël

Liban

Turquie

Voyager Israël sur mesure

A la carte, Extension Jordanie Hôtels, kibbouts, chambres d'hôtes

www.exodis.be

Annonces Google